

Zaventem, le 23 avril 2019

Elections 2019 : la sécurité et la police semblent être reléguées aux oubliettes !

Tous les partis aux Pays-Bas – lors d'un récent débat à la Chambre – se sont résolument rangés derrière le fait qu'il fallait sanctionner plus durement les auteurs de faits de violence à l'égard des services de secours et de sécurité sous la motion « *Les auteurs de ces faits doivent être frappés de peine d'enfermement.* ».

Vu l'annonce des élections chez nous, nous nous sommes interrogés au sujet du contenu « sécurité et police » des programmes politiques des différents partis.

Il faut aussi dire que depuis quelques temps, ces mêmes partis sont particulièrement silencieux au sujet de la politique de sécurité. Il nous paraît clair que le personnel politique danse à la musique de l'actualité qui devient tellement effrénée qu'on ne peut même plus parler de vision à court terme ... climat, migration, enseignement, ... tous ces sujets sont importants mais de ce fait, il nous paraît malheureusement que la sécurité et la police semblent être reléguées aux oubliettes !

Et s'il y a bien eu des injections ponctuelles par le biais de budgets IDP, celles-ci n'ont eu aucun impact structurel et n'ont permis aucune solution à long terme. Elles ne furent qu'un peu d'oxygène pour une organisation en crise grave.

Il est piquant de lire certaines recommandations de la Commission de la Chambre (sur le terrorisme et les attentats) et de constater combien elles sont toujours pertinentes :

- *Les divers services de sécurité ont besoin de plus de moyens et de plus de personnel.*
- *Dans certains éléments de la machine "sécurité", il apparaît qu'il faut faire des économies d'échelle et qu'il faut augmenter la collaboration, car le découpage géographique et opérationnel est un facteur de risque pour un bon fonctionnement.*
- *La grande réforme des polices d'il y a vingt ans visait pourtant une collaboration accrue et des échanges d'information performants. Il faut constater que dans la pratique, hélas, qu'il n'y a toujours pas d'architecture de l'information performante ni dans le hardware ni dans le software.*

- *Travailler à la police fédérale doit être attractif. La Commission d'Enquête considère qu'il faut revoir le statut du personnel, le système de rémunération et le système de primes.*
- *Des biens matériels doivent pouvoir être acquis bien plus vite.*
- *Le système HYCAP est l'objet d'une refonte. Ce système prévoit une capacité réserve à la police fédérale à laquelle les corps de police locale peuvent faire appel pour des missions de nature de police administrative. Pour faire que la solidarité (socle du système)- soit à nouveau possible, il faut que cette capacité réserve de la police fédérale soit augmentée et garantie.*

Durant cette législature, le SLFP Police a démontré deux choses importantes:

- *La Belgique ne compte pas plus, mais bien moins de policiers que les pays voisins !*
- *Les échelles barémiques de la police étaient pour la plupart plus basses que leur équivalent pour le reste de la Fonction publique.*

L'autorité a bien dû admettre ces deux prétentions du seul SLFP Police.

Cependant, encore trop souvent, des collègues victimes de violence contre la police (il s'agit donc d'un accident de travail) sont abandonnés moralement et plongés dans les ennuis financiers. La sanction formelle de l'auteur/des auteurs quant à elle ne rencontre pas vraiment de succès.

Aussi, vu que depuis quelques temps, la sécurité des citoyens ne semble plus être digne d'intérêt pour le personnel politique en campagne législative, nous avons fait le tour des partis. Et certains ont entendu le message incluant dans leur programme avant publication des éléments « sécurité-police ». Mais d'autres partis semblent totalement sourds à la réalité d'une police en grave crise existentielle et à une sécurité des citoyens très relative.

Aussi, à l'attention de ceux-là, nous rappelons quelques éléments qui nous paraissent essentiels :

- Plus de moyens humains et matériels.
- Une procédure de recrutement bien plus efficace.
- Une structure organisationnelle efficace.
- Un statut et des revenus attractifs.
- Un soutien indéfectible aux collègues victimes de violence contre la police et d'accident du travail.
- Une réaction adaptée des magistrats vis-à-vis des auteurs de violence contre la police.

Vincent **Gilles**
Président National
 +32475304864

Vincent **Houssin**
Vice-Président National
 +32485184952

